

BOUIRA

48 milliards de créances impayées à la Sonelgaz

Alors que la Direction de distribution (DD) d'électricité de la wilaya de Bouira parle d'efforts importants entrepris pour améliorer la qualité du service pour ses clients, en termes d'électricité et de gaz, elle enregistre des créances impayées évaluées à quelque 48 milliards de centimes.

Ces chiffres nous ont été fournis lors d'un point de presse organisé lundi dernier et où il était question d'un plan d'urgence à l'effet de se préparer pour l'été prochain et éviter le scénario de l'été dernier où la Sonelgaz a été la cible de plusieurs critiques en raison des chutes de tension ou carrément des coupures qui ont duré parfois plusieurs jours.

En effet, lors de ce point de presse, M^{me} Ouadi, responsable au niveau de la DD de Bouira, a rappelé que la wilaya de Bouira a été parmi les wilayas qui ont vécu le moins de problèmes en termes de chutes de tension et autres coupures et a déclaré qu'un plan d'urgence a été mis en place pour parer à toute mauvaise surprise. Ainsi, outre les 40 postes transfor-

mateurs qui sont en cours de réalisation dans le cadre du plan ordinaire d'amélioration de la qualité de service et qui devra être achevé avant la fin de l'année en cours et dont l'enveloppe financière est évaluée à près de 20 milliards de centimes, 68 autres postes d'une valeur de 30 milliards de centimes, sont inscrits au titre du plan d'urgence et devront être réalisés et réceptionnés avant le 31 mai 2013, et 116 autres d'une valeur de 68 milliards centimes seront achevés avant la fin de l'année 2013. L'objectif de toutes ces opérations étant, comme le soulignera M^{me}

Ouadi, le renforcement du réseau électrique, l'amélioration de la qualité de service et, enfin, l'atténuation des effets spontanés de l'appel de courant important en été suite à l'utilisation exagérée de la climatisation. Par ailleurs, sur un autre volet, la chargée de la communication, M^{me} Widad, a indiqué que la DD de Bouira a enregistré un manque à gagner dû à des créances impayées évaluées à quelque 48 milliards de centimes. La daïra de M'chedallah accuse, à elle seule, plus de 12 milliards de créances. Selon les responsables de la DD de Bouira, malgré toutes

les voies pacifiques utilisées, les ménages, spécialement dans la commune d'Aghbalou qui enregistre le plus grand taux d'impayés, continuent de refuser de payer leurs créances. Ce refus dure depuis les événements du Printemps noir en 2001 où les Arouch avaient à l'époque et, à travers toute la Kabylie, refusé de payer les redevances d'électricité pour protester contre le traitement réservé aux événements par la Télévision nationale, laquelle bénéficie d'une part des redevances de la Sonelgaz.

Y. Y.

AÏN DEFLA

La ville-nouvelle de Aïn Lechiakh promise n'était qu'une arnaque

Cela fait déjà deux ans environ que nous avons vu dans différents points de la wilaya d'Aïn-Defla, des panneaux placardés, dans des endroits très fréquentés, notamment au niveau de la gare routière, des affiches qui promettaient l'eldorado pour les chômeurs et autres mal-lotés.

Un eldorado qui allait être créé dans la commune d'Aïn Lechiakh (sud-est de la wilaya), sous la forme d'une nouvelle-ville, avec un aéroport, des terrains de construction qui allaient être cédés à des prix dérisoires, des aides financières, des logements cessibles gratuitement... Des facilités d'ins-

tallation promises qui relèvent de l'impossible, surtout dans le contexte socio-économique que connaissent des milliers de jeunes. Selon cette affiche, pour s'inscrire sur la liste des bénéficiaires, il suffit de contacter le promoteur qui a affiché un numéro de téléphone mobile.

Selon les informations que nous avons pu recueillir, le promoteur de cet eldorado tenait une officine à Aïn Defla avant de se délocaliser pour s'installer à Khemis Miliana, dans le quartier Aâdja.

Dans le bureau qu'il a ouvert, officiaient deux jeunes filles qui recevaient les dossiers d'inscription des postulants, auxquels étaient joints des documents qui devaient être légalisés par les mairies, pour faire vrai. Cependant, et c'est à partir de là que commence l'arnaque, car au moment du dépôt du

soi-disant dossier, cette agence percevait, par dépôt de chèque CCP ou en liquide, 1 000 DA censés être les «frais d'inscription». Selon certaines personnes victimes de l'arnaque, il y avait toujours foule devant le bureau de cette «agence», ce qui dénote l'ampleur de l'arnaque et le nombre considérable de victimes.

Il a fallu plus de deux ans pour que les services de sécurité se penchent sur ce trafic et ouvrent une enquête. Les investigations ont permis d'entendre 17 des victimes tombées dans le piège de ce promoteur d'eldorado, un homme âgé de 43 ans. Interpellé puis arrêté, ce «promoteur d'une ville-nouvelle» a été déféré devant le magistrat instructeur près le tribunal de Khemis Miliana qui l'a placé sous mandat de dépôt.

Karim O.

Un réseau spécialisé dans le faux et usage de faux, démantelé

Une association de malfaiteurs composés de quatre membres s'était spécialisée dans la fabrication de faux documents administratifs, notamment les cartes grises pour les véhicules volés et les permis de conduire.

Son activité s'étendait à plusieurs wilayas du pays. Elle vient d'être démantelée par les services de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Aïn Defla.

Jeudi dernier, sur la base d'une information parvenue à ces services et faisant état d'un individu venu de Sidi Bel Abbès en possession d'une fausse carte grise qu'il voulait vendre. Les policiers ont exploité

l'information et entamé des investigations qui ont permis d'identifier l'individu incriminé : un étudiant inscrit en 3^e année de la filière électronique de l'Université de Sidi Bel Abbès, âgé de 25 ans. Interpellé, les enquêteurs ont découvert sur lui effectivement une carte grise vierge, un faux, bien entendu.

Le mis en cause a déclaré aux policiers que le faux document lui

avait été remis par un de ses acolytes demeurant à Chetouane dans la wilaya de Tlemcen, un agent de l'ADE (Algérienne des eaux).

Il a avoué aussi qu'il avait pour mission de le remettre à un autre membre de la bande contre une somme d'argent et que le lieu du rendez-vous pour la remise du document était le café situé à l'entrée ouest de la ville de Aïn Defla. Forte de ces informations, une équipe d'enquêteurs s'est déplacée à Tlemcen où elle a pu appréhender trois autres membres de la bande âgés de 38 à 44 ans, l'un d'entre

eux étant un ancien sous-lieutenant de la Gendarmerie nationale qui avait été radié de ses rangs. La perquisition opérée au domicile de l'ex-gendarme a permis aux policiers de mettre la main sur tout un atelier de faussaire avec du matériel électronique et informatique sophistiqué ainsi que 30 cartes grises vierges et autres permis de conduire. Les quatre membres de la bande, déférés au parquet de Khemis Miliana, ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République.

K. O.

BLIDA : VOL DE 1,6 MILLIARD À LA POSTE DE CHEBLI

L'auteur principal est le receveur

Les éléments de la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Blida viennent d'élucider l'affaire du vol de 1,6 milliard de centimes de la poste de Chebli, à 20 km à l'est de Blida, survenu le 18 novembre dernier.


L'enquête a révélé que c'est le receveur de cette poste qui est le principal auteur de ce hold-up. Aidé par son épouse, le receveur a élaboré une mise en scène du cambriolage aux fins de mettre les enquêteurs sur de fausses pistes.

C'est ainsi qu'il leur déclara que deux personnes encagoulées avaient fait irruption dans son domicile et ont menacé de le tuer lui et sa famille, s'il ne leur ouvrait pas le coffre-fort d'où les soi-disant voleurs auraient pris la somme de 1,6 milliard de centimes avant de la mettre dans un sac en plastique de couleur verte et de s'enfuir.

Cependant, le postier reconnaîtra par la suite qu'il était l'auteur du vol, justifiant son acte par le besoin de combler un écart dans la comptabilité de cette institution de l'ordre de presque deux milliards. Il avoua aussi qu'il avait l'habitude de se servir pour passer de l'argent à un ami commerçant en contrepartie d'une ristourne variant entre 4 et 6 millions de centimes. Mais contre toute attente, cet «ami», répondant au surnom de Mahfoud, n'a plus donné signe de vie après avoir pris la somme de 1,6 milliard de centimes, mettant le receveur dans une situation indélitable.

Présentés devant le procureur de la République du tribunal de Boufarik, le mis en cause a été écroué alors que son épouse a été placée sous mandat de dépôt.

M. B.



Alger, 01 décembre 2012

Communiqué de Presse Djezzy

Le leader a organisé une journée d'information à l'ESI d'Alger sur «les métiers informatiques au sein de Djezzy».

Fidèle à sa vocation d'entreprise citoyenne impliquée dans la formation des étudiants algériens, s'inscrivant dans le cadre des conventions de partenariat avec les universités et les écoles supérieures, notre entreprise a organisé fin novembre au profit des étudiants de l'Ecole Supérieure d'Informatique d'Alger une journée d'information très attendue portant sur le thème «Les métiers informatiques au sein de Djezzy».

La conférence animée par les départements de Ressources Humaines et d'informatique de Djezzy a constitué un espace d'échange et de débats qui a permis aux étudiants de découvrir de plus près la vision et l'engagement du leader de la téléphonie mobile à mieux servir sa clientèle interne et externe.

Il va sans dire que les étudiants ont énormément apprécié le contenu de cette conférence qui leur a donné plus de visibilité sur le rôle et l'activité des informaticiens au sein de l'entreprise leader de la téléphonie mobile en Algérie. Certains d'entre eux rejoindront sans aucun doute, comme l'ont fait leurs aînés de l'ESI, la grande équipe d'informaticiens de Djezzy qui bénéficie de toutes les conditions de progression et d'évolution de carrière.

Nous rappelons par la même occasion que Djezzy a sponsorisé le 20 octobre 2012 la cérémonie de remise des prix aux lauréats de l'ESI.

La Direction Presse

Contact presse : nourredine.hakem@otalgerie.com
karima.hamrioui@otalgerie.com

TIPASA

Après une course-poursuite, un dealer arrêté dans la ville de Damous

La ville de Damous, située sur la côte-ouest, distante de 80 km de Tipasa a été, la semaine dernière, le théâtre d'une impressionnante course-poursuite.

A l'origine de cette affaire, une information qui circulait portant sur les activités d'un dealer qui commercialisait de la drogue au sein de la ville. Forte de ces informations, la Sûreté urbaine de Damous, qui effectuait une patrouille de routine aux environs de 19h30, a aperçu un individu, connu pour ses activités douteuses. En se rapprochant de lui, il a pris la direction opposée, vers le centre-ville. C'est à la suite de cette

fuite inattendue que les éléments de la Sûreté ont engagé une course-poursuite pour le maîtriser. Le fuyard, traqué et cerné, tenta de s'enfuir, mais en vain. Il fut rattrapé, mais difficilement maîtrisé, tant les forces de ce suspect furent celles d'un véritable forcené.

Arrêté et fouillé, la police a trouvé en sa possession un paquet enroulé dans un sac en plastique et recouvert de papier journal. A l'intérieur du sac, il y avait un autre sachet

contenant quatre fines petites plaquettes de kif traité, dont le poids avoisinait les 36 g. Le malfrat, un certain K.H.M., âgé de 35 ans, résidant à Damous, est passé aux aveux. Il a reconnu avoir acheté cette «marchandise» auprès d'un inconnu qui résidait à Chlef, pour une somme de 6 500 DA. Il s'appropriait, selon lui, à la revendre à ses clients de Damous. Présenté récemment au procureur de la République de Cherchell, le dealer fut placé sous mandat de dépôt à la prison de Sidi Ghilès.

Larbi Houari